

Les hauts et les bas d'une difficile résistance au Québec

Claude Vaillancourt

27 septembre 2019. Les rues de Montréal sont envahies par une foule de 500 000 personnes, la plus importante manifestation dans l'histoire de notre pays. On demande aux gouvernements d'agir plus efficacement pour contrer le réchauffement climatique. La présence de Greta Thunberg, la jeune égérie de la lutte pour le climat, vient fouetter les troupes et contribue à publiciser l'événement. Mais c'est aussi à cause de la force du mouvement environnementaliste au Québec que Greta Thunberg a choisi d'être présente à Montréal, ce jour-là, plutôt qu'ailleurs dans le monde, où avaient lieu de nombreuses marches du même type. Ici, plusieurs autres manifestations avaient précédé ce grand événement et des revendications s'étaient fait entendre publiquement, dont quelques propositions étoffées sur la façon d'entreprendre la transition socioécologique.

Le mouvement environnementaliste s'affirme alors par sa capacité de fédérer les luttes. La survie de notre planète est la priorité absolue et de nombreuses causes s'y rallient. La *transition*, revendiquée par tous et toutes, devient l'occasion idéale de lancer les réformes dont nous avons besoin : elle ne consiste pas seulement à mettre en place des mesures environnementales significatives; elle ne peut se faire sans résoudre la question des inégalités sociales, sans s'en prendre à toutes les discriminations, sans revoir les rapports entre les pays du Nord et du Sud, sans révéler les effets de la colonisation, entre autres.

La manifestation déclenche un bel enthousiasme. Plusieurs organisations mettent en place des projets concrets pour passer de la parole aux actes. La pression devient forte sur les partis politiques pour qu'ils se préoccupent davantage de l'environnement. Mais un difficile concours de circonstances refroidira l'atmosphère.

D'abord, malgré toute cette énergie déployée, la réponse de nos gouvernements est insatisfaisante. Au niveau fédéral, les libéraux et le premier ministre Justin Trudeau continuent à servir la même rengaine : de belles déclarations remplies de bonnes intentions, alors qu'ils donnent un appui réel et significatif à l'exploitation du pétrole, dont celui des sables bitumineux dans l'ouest du pays, l'un des plus polluants au monde.

Le gouvernement du Québec a d'abord fait mieux, en passant une loi interdisant l'exploitation des hydrocarbures sur tout le territoire, répondant ainsi à une demande très appuyée des environnementalistes. Mais le naturel revient au galop : pour les membres de ce parti, formé d'individus principalement intéressés par le développement des entreprises privées, l'environnement n'a jamais été une grande préoccupation. D'autres mesures inquiètent beaucoup. Parmi celles-ci, un projet de loi favorisant la privatisation dans le secteur de l'électricité, affaiblissant le rôle d'Hydro-Québec, une entreprise d'État fondamentale dans le développement du Québec moderne. Il a aussi permis l'installation de Northvolt, une entreprise de batteries, en la subventionnant à coup

de milliards de dollars et en lui permettant de passer outre les évaluations environnementales nécessaires¹.

Le plus difficile pour les mouvements sociaux a cependant été l'épreuve de la pandémie de Covid-19 qui a brisé un grand élan. Le milieu associatif ne s'est pas encore entièrement remis des contrecoups du confinement qui nous a été imposé : perte de membres, de revenus, ralentissement majeur des activités, diminution des rencontres (compensées par des réunions en visioconférence pas toujours efficaces), repliement sur soi, isolement, perte de motivation. La fin du confinement a été marquée par une difficulté à relancer les mouvements, alors qu'après plus de deux ans de confinements et autres mesures peu propices aux regroupements, le redémarrage des activités s'est fait au ralenti.

Antiracisme et wokisme

Pendant les jours les plus sombres de la pandémie, le citoyen George Floyd est brutalement assassiné par la police en Caroline du Nord. Ce nouvel attentat des forces de l'ordre contre un Afro-Américain est la grosse goutte qui fait déborder le vase. Nombre de personnes aux États-Unis n'acceptent plus l'impunité devant la violence policière contre une minorité qui subit déjà sa part d'injustice. Le mouvement *Black lives matter*, déjà entamé depuis plusieurs années, prend une vigueur exceptionnelle, ce qui se voit entre autres par de très nombreuses manifestations dans différents lieux du pays.

Les phénomènes sociaux en provenance des États-Unis traversent facilement la frontière canadienne, alors que de nombreux groupes militants sont prêts à prendre le relais, à transposer, avec plus ou moins de pertinence, les discours militants qui ont cours chez notre puissant voisin. La question du racisme, déjà primordiale dans les années précédentes, en vient à occuper une place incontournable. Au Canada, le mouvement antiraciste défend avec ardeur la communauté afrodescendante, mais aussi les Autochtones, victimes d'une forte discrimination, se remettant difficilement d'une tentative de génocide culturel, alors qu'on séparait les enfants des familles pour les envoyer dans des écoles où ils seraient assimilés, l'un des pires aspects du colonialisme dont ils ont été victimes.

Les luttes militantes se retrouvent un peu comme sur des plaques en mouvement : des déplacements mettent inévitablement certaines causes en avant, leur donnent de la visibilité, sans que les autres soient nécessairement négligées. Si un certain détournement de l'attention, surtout dans les grands médias, a fait passer en partie les projecteurs de la défense de l'environnement à l'antiracisme, les deux luttes ont continué leur chemin. Il n'y a aucune difficulté à être environnementaliste et antiraciste, l'adhésion à ces deux causes à la fois relevant plutôt une grande cohérence. D'autant plus que sans être complètement satisfaisants, loin de là, et un peu comme dans la lutte féministe reliée au mouvement #metoo, des progrès importants ont été accomplis. La reconnaissance des droits des Autochtones, par exemple, est maintenant significative et les préjugés à leur égard ont diminué, ne serait-ce que par une meilleure représentation dans l'espace public, grâce

¹ À lire : « Northvolt sans un BAPE, une régression inacceptable », une lettre écrite par d'importantes figures environnementalistes dans *Le Devoir*, 13 octobre 2023.

entre autres à la diffusion d'œuvres artistiques de qualité².

L'accord entre ces différentes luttes n'a cependant pas toujours été harmonieux. La question du *wokisme*, ici comme ailleurs, a divisé certains groupes militants. Les préoccupations concernant les minorités identitaires, le genre, la sexualité occupent, selon plusieurs, une place prépondérante, alors que l'exploitation économique de classes ne semble plus la préoccupation principale. Ces deux priorités, difficiles à départager, créent des luttes intestines au sein de la gauche qui lui font du tort et brisent des alliances. Deux essais, publiés presque en même temps, *Annulé(e). Réflexions sur la cancel culture* de la journaliste Judith Lussier et *Identité, « race », liberté d'expression. Perspectives critiques sur certains débats qui fracturent la gauche*, sous la direction de Rachad Antonius et Normand Baillargeon, ont exprimé des points de vue divergents assez représentatifs du débat qui avait cours.

La charge systématique et bien coordonnée des chroniqueurs de droite contre le wokisme a sûrement contribué à réduire la tension. Mathieu Bock-Côté en tête, qui sévit maintenant aussi dans les médias français (nous nous excusons de cette exportation malencontreuse), ainsi que de nombreux émules, ont à ce point martelé un message selon lequel ce courant déclencherait les pires des maux que la gauche s'est trouvée une solidarité nouvelle. Les débats qui occupaient tant de place semblent s'être apaisés et peut-être voit-on moins de contradictions entre deux nécessités, celles de défendre des individus marginalisés et victimes de discrimination et de mener la lutte contre les exploitateurs

² Par exemple, la poésie de Joséphine Bacon, les romans de Michel Jean et Naomie Fontaine, la musique d'Elisapie Isaac, les œuvres théâtrales d'Émilie Monnet, le rap de Samian.

et pour l'environnement. La notion d'intersectionnalité permet aussi de tisser des liens pertinents entre les luttes.

Le repliement sur soi

Pour les groupes militants, au Québec et ailleurs, les préoccupations internationalistes n'ont plus autant la faveur. Ce désintérêt était bien amorcé avant le Covid-19, mais s'est accéléré de façon significative pendant la pandémie. Les luttes locales occupent désormais la plus grande place et s'organisent sans trop de liens avec celles du même type qui ont lieu ailleurs dans le monde. Les centrales syndicales, dans un souci d'économie, ont supprimé des emplois reliés à la solidarité internationale. Plusieurs associations, auparavant actives à l'échelle mondiale, hésitent à envoyer des personnes pour les représenter à des événements internationaux, de toute façon moins nombreux et moins fréquentés.

Plusieurs raisons expliquent ce virage. Des sujets comme le libre-échange, l'accaparement de la richesse par une minorité toujours plus réduite, les inégalités Nord/Sud ne captivent plus autant, comme si on se résignait maintenant à accepter ce lourd héritage du néolibéralisme comme un mal quasiment inévitable. Les difficultés financières des différentes organisations, l'argent se faisant plus rare un peu partout en ces temps d'inflation et de rigueur budgétaire, obligent à faire des choix douloureux et à négliger ce qui coûte cher et est éloigné. On ne peut plus se permettre de voyager aussi facilement que pendant les décennies précédentes. La question écologique devient fondamentale. Les membres d'organisation ont souvent de sérieuses réserves à l'idée de prendre l'avion, à cause de l'empreinte carbone élevée qui

résulte de ce moyen de transport. Certains y renoncent carrément. Cette bonne conscience environnementale devient un obstacle aux déplacements sur de longues distances, souvent à juste titre, faut-il ajouter.

Les grands rassemblements internationaux se font d'ailleurs plus rares. Malgré une tentative de relance à Katmandou pendant l'hiver 2024, les forums sociaux mondiaux ne sont plus les spectaculaires lieux de rencontre qu'ils étaient dans le passé. Peu d'autres événements d'envergure ont été organisés ces dernières années. Les COP sur le climat et sur la biodiversité soulèvent un grand intérêt. Mais à cause d'un processus d'admission très limité, seules quelques personnes membres d'organisations triées sur le volet peuvent y accéder, alors que des contre-sommets s'organisent difficilement, surtout quand elles se déroulent dans des pays aux régimes autoritaires, comme pendant les deux dernières COP sur le climat ainsi que la prochaine³.

L'énergie militante se concentre sur ce qui semble le plus efficace et ce qui donne les résultats les plus concrets. S'en prendre à des entreprises polluantes qui mettent en danger des populations locales, par exemple, ou à des cas de discrimination qui ont soulevé la colère, permet de bien organiser la résistance et d'obtenir de bons résultats, même s'ils ne sont pas garantis. Au Québec, deux grandes batailles régionales sont en cours, celle contre Northvolt, mentionnée plus haut, et celle contre la fonderie Horne, propriété de la multinationale Glencore, dont les rejets

³ L'organisation des COP sur le climat, de 2023 et 2024, dans des puissances pétrolières très peu soucieuses de démocratie, les Émirats arabes unis et l'Azerbaïdjan, ne favorise certes pas un débat sain sur les mesures à prendre contre le réchauffement climatique.

d'arsenic empoisonnent la ville de Rouyn-Noranda⁴.

Ce certain repli du mouvement social à l'intérieur de nos frontières a cependant d'inévitables conséquences. S'il est possible d'arriver à des avancées, d'exposer des luttes exemplaires, une pensée plus systémique — la « pensée globale » du mouvement altermondialiste — parvient mal à s'exprimer, alors que les problèmes comme les inégalités sociales et le réchauffement climatique ne peuvent se résoudre sans une grande concertation à l'échelle internationale. Certes, le peu d'avancées dans ces causes, l'immense difficulté à transformer le cours des choses à cette échelle, ont été parmi les raisons du désengagement que nous connaissons. Mais abandonner le terrain à de grandes entreprises, qui, elles, n'hésitent pas se réunir pour faire avancer leurs intérêts — et qui ont de moyens pour y arriver — n'est peut-être pas une bonne stratégie non plus.

Au Québec, la baisse d'intérêt pour les questions internationales (à l'exception de la Palestine, sans doute), a des conséquences particulières. L'isolement géographique d'une population peu nombreuse et dispersée sur un vaste territoire, coincée au nord de l'Amérique entre deux géants anglo-saxons, rend déjà difficiles les contacts internationaux. Se concentrer sur nos propres luttes offre l'avantage de l'efficacité, mais a aussi ses limites. Ceci pourrait avoir comme conséquence à long terme de contraindre nos capacités d'action et de limiter notre compréhension d'enjeux fondamentaux, avec l'effet pervers de réduire les actions

⁴ À lire à ce sujet : Pierre Céré, *Voyage au bout de la mine. Le scandale de la fonderie Horne*, Montréal, Écosociété, 2023.

de solidarité internationale et de rendre le mouvement social moins efficace.

S'adapter à un nouveau contexte

Le mouvement social doit aussi s'adapter à de nouvelles réalités qui s'implantent progressivement et l'obligent à revoir ses stratégies. L'orthodoxie néolibérale, telle qu'elle a été déployée pendant les deux précédentes décennies, ne trouve plus beaucoup de zéloteurs, tant elle a fait des ravages, en Amérique du Nord comme ailleurs. Il n'existe plus de consensus sur les politiques économiques à adopter, ce qui crée un clivage beaucoup plus marqué entre les programmes des partis politiques, alors que l'alternance du pouvoir entre les partis de centre gauche et de centre droit permettait, en gros, de reconduire les mêmes mesures, avec quelques nuances, la plupart du temps peu marquantes⁵.

Le paysage politique est aujourd'hui marqué par de fortes polarisations, tant aux États-Unis qu'au Canada. Le centre bascule un peu vers la gauche (les démocrates de Kamala Harris, les libéraux de Justin Trudeau), avec davantage de préoccupations écologiques, un meilleur soutien aux services publics et aux programmes sociaux, une meilleure protection des minorités. La droite (les républicains de Donald Trump, les conservateurs de Pierre Poilievre) quant à elle se radicalise, adopte un discours populiste et simplificateur, manie l'insulte et les appels à la division, et défend un projet économique libertarien.

La menace de la droite radicale est toujours très présente au Canada. Le chef conservateur Pierre Poilievre promet

d'éliminer une taxe sur le carbone, une importante mesure pour dissuader la production de GES, ce qui démontre son absence totale d'intérêt pour la question environnementale. Il souhaite résoudre la crise du logement en permettant aux promoteurs de bâtir n'importe quoi le plus rapidement possible. Il veut s'attaquer au problème de la consommation de drogue en éliminant les efficaces centres d'injection supervisés. Ses politiques de « gros bon sens », terme qu'il répète à n'en plus finir dans ses discours, consistent tout simplement à limiter autant que possible les interventions étatiques. On reste soulagé qu'il ne développe pas un discours ouvertement raciste — ce qui serait suicidaire pour un parti politique au Canada (du moins pour le moment). La très forte avance de Poilievre dans les sondages et la lassitude de la population envers le gouvernement Trudeau lui donnent de fortes chances de devenir premier ministre d'ici l'automne 2025.

Au Québec, le gouvernement de la CAQ, parti de droite nationaliste, essaie quant à lui de résoudre la quadrature du cercle, en réduisant les impôts pour se gagner des votes, en distribuant de l'argent à la population pour combattre l'inflation (mesure très coûteuse et d'une remarquable inefficacité), tout en tâchant de répondre au désir très affirmé de la population d'obtenir de meilleurs services publics. Son parti pris clairement pro-entreprise l'engage à privatiser davantage, ou à imiter les modes de gestion du privé, dans les domaines de la santé, de l'énergie, de l'éducation, même si ces tentatives demeurent impopulaires.

Le mouvement social demeure ainsi quelque peu déconcerté devant la multiplicité des cibles à atteindre. Au niveau du gouvernement fédéral, la bataille

⁵ J'ai développé ce point de vue dans *La fin du néolibéralisme. Regard sur un virage discret*, Montréal, Écosociété, 2023.

est d'autant plus difficile que le parti conservateur a très peu d'appuis au Québec : ses quelques députés se font surtout élire dans une seule région. La bataille contre la droite radicale aura donc lieu dans le reste du Canada, alors que des barrières naturelles, provenant en grande partie du fait de ne pas parler la même langue, rendent impossible une influence québécoise sur le vote canadien. Il est aussi très difficile d'appuyer le gouvernement Trudeau dont les actions sont si peu conformes à ses paroles bien intentionnées et qui a maintenu ses liens avec le milieu des affaires.

Le principal interlocuteur reste encore le gouvernement québécois, parce qu'il s'occupe de sujets majeurs (santé, éducation, transport, mais aussi culture, immigration, environnement, partagés avec le gouvernement fédéral), et à cause de sa proximité, du lien culturel très fort qui rassemble les gens du Québec : depuis toujours, leur premier réflexe est de s'adresser à ce niveau de gouvernement.

Le militantisme à l'ère post-covid

Revenons à notre point de départ. Que reste-t-il du mouvement militant qui avait mené à la grande manifestation du 27 septembre 2019 ? D'un premier coup d'œil, s'impose l'impression que les avancées n'ont pas été significatives, du moins sur le plan environnemental. Le gouvernement du Québec soutient un capitalisme vert et vise d'abord et avant tout à hausser la production d'énergie renouvelable, sans ralentir l'extractivisme ou à viser la décarbonation. Le pétrole et le gaz naturel continuent à être largement utilisés. Le Québec est toujours aussi mal desservi en termes de transport collectif. La population, pourtant bien mobilisée en faveur de l'environnement, ne fait pas

toujours sa part : encouragée par d'intensives publicités, on achète en quantité les véhicules les plus polluants, de gros utilitaires sport qui consomment trop d'énergie, y compris dans leur version électrique⁶. Il existe ainsi un important fossé entre l'envie de réduction des gaz à effet de serre et la volonté trop absente de prendre au quotidien des mesures nécessaires pour y arriver. Mais il faut rappeler que la cupidité des grandes entreprises et leur recherche du profit immédiat les poussent à fabriquer et promouvoir des produits nécessitant, dans leur fabrication et leur usage, une forte consommation d'énergie.

Après l'effet Covid-19, les manifestations pour le climat sont moins nombreuses et regroupent beaucoup moins de personnes, ce qui fait dire aux grands médias que le mouvement s'est essoufflé. Depuis l'hiver dernier, c'est la question de la Palestine qui rassemble le plus les foules, par des manifestations régulières, des campements prolongés dans les universités (tous démantelés maintenant) et une présence fréquente dans les médias. Cette énergie ne se retrouve pas vraiment dans les autres luttes.

Sur le plan de l'environnement et de la justice sociale, malgré le ralentissement apparent, il est important de souligner une certaine professionnalisation du milieu militant. Des organisations plus nombreuses appuient leurs revendications sur un savoir plus développé. Elles produisent des études de qualité, interviennent auprès des gouvernements dans diverses instances, dont les commissions parlementaires, offrent aux médias un discours précis et bien structuré

⁶ Voir : Chaire de gestion du secteur de l'énergie, *État de l'énergie au Québec*, HEC Montréal, édition 2024.

(souvent mal relayé), s'organisent efficacement dans des luttes bien ciblées. Le mouvement syndical demeure très présent. Les dernières négociations pour une convention collective dans les secteurs publics et parapublics ont provoqué l'année dernière des grèves et de grandes manifestations qui ont reçu un appui majeur de la population : le lien était clair et bien compris entre les revendications syndicales et l'importance de maintenir des services publics de qualité.

Les défis à relever restent cependant très élevés. Les réponses données par nos gouvernements pour réduire les inégalités sociales, pour s'attaquer au réchauffement climatique et à la destruction de l'environnement sont encore très insuffisantes. Certains reculs inquiètent. Mais un mouvement social malgré tout bien organisé et prêt à se relancer pourrait au moins permettre d'éviter le pire, au mieux favoriser d'importantes avancées. Et cela, en espérant aussi que nos voisins fassent les bons choix électoraux : qu'en sera-t-il s'ils élisent Pierre Poilievre⁷ et Donald Trump ?

Claude Vaillancourt est écrivain, essayiste et président d'Attac Québec. Il a publié récemment *La fin du néolibéralisme. Regard sur un virage discret*, Montréal, Écosociété, 2023.

⁷ Bien sûr, le Québec pourrait aussi contribuer à son élection. Mais les sondages lui sont pour le moment très défavorables, contrairement à ce qu'ils indiquent ailleurs au Canada.